

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 24/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Europe Environnement SA

1 rue des Pins
Parc d'activités du Pays de Thann
68700 ASPACH MICHELBACH

Références : 4815_2022_12_15_CMI Europe Environnement_VIIC
Code AIOT : 0006704815

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2022 dans l'établissement Europe Environnement SA implanté 1 rue des Pins Parc d'activités du Pays de Thann 68700 ASPACH MICHELBACH. L'inspection a été annoncée le 28/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances fixées dans l'arrêté d'autorisation du 10 mai 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Europe Environnement SA
- Parc d'activités du Pays de Thann 68700 ASPACH MICHELBACH
- Code AIOT : 0006704815
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CMI Europe Environnement exploite une installation de chaudronnerie plastique.

La société étend ses activités, objet de l'autorisation délivrée le 10/05/2022, avec un atelier de travail mécanique des métaux (usinage et soudage) et une ligne de traitement de surface afin de produire des composants (des STACKS) entrant dans la constitution d'électrolyseurs.

Les infrastructures permettant la mise en oeuvre de ces nouvelles activités sont en cours de construction. Elles devraient être opérationnelles avant la fin de l'année 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mesures en faveur de l'environnement
- modélisation dispersion des fumées en cas d'incendie

- plan de surveillance des retombées atmosphériques
- réseau de surveillance des eaux souterraines
- suivi du projet

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Plan de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 3.3.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures en faveur de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 2.1.2	/	Délai : fin période travaux
3	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.4.2	/	Délai : 1 mois
5	Modélisation dispersion atmosphérique des fumées d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.3.5	/	Déli : juin 2023

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Abandon du puits	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.7	/	Sans objet
6	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, articles 1.3.1 et 1.5.1	/	Délai : 3 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux associés aux nouvelles activités sont encore en cours et devraient être finalisés d'ici la fin du 3ème trimestre 2023. En conséquence, les mesures en faveur de la biodiversité n'étaient pas achevées. Toutefois il a été relevé la présence de matériels (au nord-est) et d'une structure métallique (à l'ouest) sur les espaces verts.

Le réseau de surveillance des eaux souterraines est pratiquement en place. L'exploitant a mentionné aux inspecteurs l'incident survenu sur l'un des piezomètres lors du chantier et a engagé les démarches pour y remédier.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les différents plans et études prescrits aux articles mentionnés dans le présent rapport. Néanmoins, ces études ne répondent pas complètement à l'attendu.

Enfin l'exploitant a mentionné des évolutions de son projet par rapport à sa demande initiale dont il devra faire part au préfet après en avoir analysé l'impact.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures en faveur de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 2.1.2			
Thème(s) : Autre, Impacts sur le milieu naturel, les habitats et les espèces			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction d'impact, de compensation et d'accompagnement ainsi que les engagements qu'il a pris dans son dossier de demande, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.			
Article 2.1.2.1 Mesures de réduction			
Mesures	Habitats/Espèces - objectif	Situation	Mesures et échéancier
MR2	Flore – Protéger les espaces verts des travaux	Zones en travaux	Mise en défens des espaces à éviter pendant les travaux (pas de stockage, de mouvement de terre, etc.).
MR3	Flore – Limiter coupe ligneux et les remplacer si nécessaire	Zones en travaux associées à la construction du bâtiment traitement de surface (TS) et installations annexes	Préserver les arbres existants, que ce soit le long de la clôture Ouest ou au niveau de l'aménagement des ombrières. En cas de coupe d'arbres rendue strictement nécessaire pour la réalisation des travaux, planter 2 nouveaux arbres par ligneux coupé, avec des essences locales variées et adaptées aux conditions du terrain.
[...]			
[...]			
Article 2.1.2.3 Mesures d'accompagnement			
Mesures	Habitats/Espèces - objectif	Situation	Mesures et échéancier
[...]			
MA3	Création de passages pour la petite faune	Clôture	Aménager des ouvertures de 20-25 cm de long et de haut tous les 10 mètres linéaires de la clôture. Ces travaux seront réalisés en même temps que ceux de l'extension du bâtiment TS.
MA4	Création de refuges pour la	Dans les milieux non	Aménager des tas de bois mort pour le Hérisson d'Europe.

	petite faune	aménagés Nord Nord-Est	[...] Ces aménagements seront effectués dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. [...]
<p>Constats :</p> <p>Concernant la mesure MR2, l'inspection des installations classées a constaté (cf. planche photos en annexe 1) la présence de matériel sur les espaces verts devant être mis en défens, soit au Nord-Est (matériel et stockage de terres) du site et à l'ouest (structure métallique). L'exploitant prendra les dispositions adéquates afin de débarasser ces zones <u>dans un délai de 15 jours</u>.</p> <p>Concernant la mesure MR3, l'inspection des installations classées a relevé que les arbres existants ont été préservés le long de la clôture Ouest et que des arbres ont été enlevés au niveau de l'aménagement des ombrières. Au vu de la période de visite (au mois de décembre), les nouveaux arbres n'avaient pas été encore plantés.</p> <p>Concernant la mesure MA3, l'exploitant a créé une première ouverture (cf. planche photos en annexe 1) au niveau de la clôture Est du site pour tester le mode opératoire. Ce test étant concluant il sera reproduit pour répondre à la prescription.</p>			
<p>Observations :</p> <p>L'inspection des installations classées a également relevé que l'exploitant a conservé les arbres arrachés dans le but de créer, à la fin des travaux, les refuges pour la petite faune pour répondre à la mesure MA4. Ces refuges n'étant donc pas encore créés, le respect de cette prescription sera vérifié lors d'un prochain contrôle.</p> <p>À la fin de la période des travaux, l'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées un état des aménagements réalisés comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'arbres supprimés et replantés, - la création des passages pour la petite faune, - la réalisation des refuges pour la petite faune. 			
Type de suites proposées : Susceptible de suites			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 2 : Abandon du puits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.1.3.7
Thème(s) : Risque chronique, Abandon de l'ouvrage (puits)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue la cessation d'utilisation de l'ouvrage créé en 2008, référencé BSS001CXGV 04128X0169, au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes dans le même délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant communique au préfet dans le mois qui suit le comblement, un rapport de travaux précisant : <ul style="list-style-type: none"> • les références de l'ouvrage comblé, • les travaux de comblement effectués.
Constats : Par message électronique du 8 septembre 2022, l'exploitant a fait parvenir à l'Inspection des installations classées, le rapport technique de la société EGIS, relatif à la neutralisation du piézomètre BSS001CXGV 04128X0169, conformément à l'article 4.1.3.7 de l'Arrêté Préfectoral du 10 mai 2022. La neutralisation de ce piézomètre a été constaté par l'Inspection des installations classées lors de la visite (cf. planche photos en annexe 1).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 4.4.2

Thème(s) : Risque chronique, Surveillance des eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le réseau de surveillance se compose a minima des ouvrages suivants :

Pt de mesure	N°BSS	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	[...]	[...]
PZa	[...]	amont		
PZb		aval		
PZc		aval		

[...]

Au plus tard le 30 juillet 2022, l'exploitant :

déclare ces ouvrages auprès du Service Géologique Régional du BRGM (il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiant unique de celui-ci),

fait niveler les ouvrages par un géomètre,

transmet à l'inspection des installations classées le rapport d'implantation de son réseau de surveillance qui doit préciser notamment :

le lieu précis d'implantation (plan d'implantation) avec les coordonnées Lambert des ouvrages,

les indices BSS attribués à chacun des ouvrages,

les informations techniques de conception des ouvrages (coupes d'implantation,

hauteur de crépinage, etc.).
<p>Constats : Par message électronique du 08/11/2022, l'exploitant a fait parvenir à l'Inspection des installations classées le programme d'autosurveillance de son site (réf. 71002_01.69G02-E01 - révision A). Ce dernier précise, au paragraphe 5.1 (cf. planche photos en annexe 1), le lieu d'implantation des ouvrages et leurs indices BSS.</p> <p>Les informations techniques de conception des ouvrages étaient contenues en annexe 7 de l'étude d'impact du dossier d'autorisation environnementale. L'exploitant a toutefois transmis le rapport d'implantation de ces ouvrages à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 19 décembre 2022.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite que le piézomètre, nommé PZA BSS004EDKW, a été endommagé lors de travaux situés à proximité. Ce dernier n'est donc plus opérationnel.</p>
<p>Observations : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées, par courrier électronique du 5 janvier 2023, qu'il n'était pas possible de remettre en état le PZA au même endroit. Un nouvel ouvrage est donc créé à 13 m du précédent avec l'accord de l'inspection, l'ouvrage restant à l'amont hydraulique du site.</p> <p>L'exploitant transmettra au service d'inspection le rapport d'implantation de cet ouvrage <u>dans un délai d'un mois</u>.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 3.3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit sous sa responsabilité et à ses frais un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance dans un délai de 6 mois. Il le communique dans le même délai à l'inspection des installations classées .</p> <p>[...]</p> <p>Il y sera notamment spécifié : l'objectif de la surveillance environnementale, la liste des documents d'appui (réglementation, carte...), le périmètre retenu pour la zone d'étude, la nature des milieux et le contexte local, le choix des périodes de mesures ou de prélèvements, la nature des polluants (choix des métaux d'intérêt), la durée des périodes et leur fréquence, le choix des méthodes de prélèvements et d'analyse , etc.</p> <p>L'exploitant devra justifier par modélisation ou d'autres moyens d'étude (condition météo) l'emplacement des points de mesure. Les mesures sont réalisées soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au niveau des points de retombées maximum, • soit au niveau des premières habitations qui sont les plus exposées aux retombées de l'installation. <p>[...]</p>
<p>Constats : Par message électronique du 08/11/2022, l'exploitant a fait parvenir à l'Inspection des installations classées un programme d'autosurveillance. Ce programme reprend notamment les différentes prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10/05/2022 relatives à la surveillance des rejets dans l'air et dans l'eau (superficielle et souterraine).</p>

<p>L'inspection des installations classées a constaté que ce programme ne répond pas aux exigences de l'article 3.3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 10/05/2022.</p> <p>L'objectif de ces prescriptions est de disposer de résultats de mesures permettant de déterminer si les retombées des émissions atmosphériques sont susceptibles de dégrader l'environnement et, le cas échéant, de provoquer des effets sanitaires suite à des expositions directes ou indirectes.</p> <p>Ces résultats sont obtenus par une méthode de prélèvement et d'analyse déterminée par l'exploitant (choix des périodes de mesures ou de prélèvements, nature des polluants, durée des périodes et leur fréquence, choix zone d'étude, etc.) et argumentée dans un plan de surveillance.</p> <p>L'exploitant communique son plan de surveillance des retombées atmosphériques à l'inspection des installations classées au plus tard au mois de juin 2023.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant veillera notamment à suivre les recommandations du guide de l'INERIS dénommé "Surveillance dans l'air autour des installations classées", mis à jour en décembre 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Modélisation dispersion atmosphérique des fumées d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, article 7.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risque accidentel, Modélisation incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet au préfet, à l'inspection des installations classées et au Service départemental d'incendie et de secours du Haut-Rhin, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'étude de la modélisation incendie.</p> <p>En fonction des résultats de cette étude, l'exploitant se positionnera quant à la nécessité de compléter les moyens de lutte contre l'incendie, mentionnés au présent chapitre, en proposant les modifications ad hoc. Les moyens seront complétés selon l'avis de l'inspection des installations classées et du Service d'incendie et de secours du Haut-Rhin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par message électronique du 01/06/2022, l'exploitant a fait parvenir à l'Inspection des installations classées son étude de dispersion des fumées d'incendie réalisée par un bureau d'étude.</p> <p>L'inspection des installations classées a relevé que l'exploitant, au vu des conclusions de cette étude et pour le HCL notamment, ne propose pas d'action et ne se positionne pas sur la suffisance de ses moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>Par ailleurs l'examen de cette étude par le service d'inspection soulève des questionnements auxquels l'exploitant est invité à répondre <u>au plus tard au mois de juin 2023</u>. Le détail de cet examen et de ces demandes est joint en annexe 2 du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2022, articles 1.3.1 et 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification du projet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.3.1 Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...] Article 1.5.1 [...] Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45. Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les installations, objet de la demande d'autorisation environnementale déposée le 28/06/2021, n'avaient pas encore démarré. L'exploitant a toutefois indiqué que le projet décrit dans le dossier de demande d'autorisation environnementale déposée le 28/06/2021 a évolué au regard du marché et des réflexions menées sur les meilleurs techniques disponibles. Néanmoins, il a précisé que les hypothèses présentées dans la demande d'autorisation sont des hypothèses majorantes permettant d'encadrer le fonctionnement des activités. L'inspection des installations classées a notamment relevé les évolutions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- augmentation de la puissance finale du produit suite à l'évolution du marché (de 5 à 8 MW),- modification de l'implantation des lignes de production (au niveau du bâtiment existant),- nombre/type de machines d'usinage utilisé,- modification des techniques de soudure employées et nombre de postes associés,- évolution des opérations de traitement surface. L'exploitant communiquera au préfet et à l'inspection des installations classées l'ensemble des modifications apportées au projet et examinera leur impact sur les prescriptions existantes <u>dans un délai de 3 mois</u> avant le démarrage des nouvelles activités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet